

CONSEIL WALLON DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Liège, le 20 octobre 1994

Doc.94/CWEDD 293

AVIS DU CONSEIL WALLON DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE SUR LES ECOTAXES, SUITE AUX DEMANDES DE LA COMMISSION DE SUIVI.

1. Ecotaxes sur les piles.

En sa séance plénière du 20 octobre 1994, le Conseil a entendu des représentants de la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique (F.E.E.). De cette rencontre, et de l'examen des documents transmis par la Commission de suivi, découlent deux avis différents que le Conseil transmet intégralement ci-après à la Commission de suivi :

1.1. Représentants des interlocuteurs sociaux et économiques :

Ceux-ci se rallient intégralement à l'avis formulé dans la note du 28 septembre 1994 du Conseil central de l'Economie. Ce choix est basé d'une part sur le caractère jugé réaliste de la note précitée, et d'autre part sur le contrôle strict des engagements volontaires et les sanctions (écotaxe ou consigne) en cas de non-respect de ces engagements ou de non-participation à ces engagements.

1.2. Représentants des O.N.G. d'environnement.

- a. Pour les piles tombant sous la Directive (piles dangereuses), les représentants des O.N.G. sont d'avis qu'il y a lieu d'appliquer des écotaxes dissuasives, tout en permettant une récupération de ce type de piles encore sur le marché;
- b. En ce qui concerne les piles "vertes", ils sont d'avis d'appliquer une consigne et d'assurer l'élimination, soit par recyclage si on peut les trier, soit par inertage si on ne peut pas les trier. Les systèmes de collecte aboutissant à des résultats très faibles (6 % en Région wallonne), ils estiment que si l'on veut significativement enlever les piles des flux de déchets, il est en effet nécessaire qu'il y ait un incitant tel qu'une consigne.

Secrétariat : C.E.S.R.W., rue du Vertbois, 13c - 4000 LIEGE

J. STOQUART : 041/329.861(847) - J. CONNER : 041/329.865(845 ou 847) - Fax: : 41/329.810

2. Ecotaxes sur les récipients pour boissons.

Le Conseil donne un avis favorable en ce qui concerne la proposition de la Commission de suivi.

3. Ecotaxes sur les appareils-photos jetables

Le Conseil souligne en premier lieu que la mise sur le marché des appareils-photos jetables répond à une demande pour des situations où l'usage d'un appareil classique est inapproprié.

De la séance plénière du 20 octobre 1994 découlent deux avis différents que le Conseil transmet intégralement à la Commission de suivi :

3.1. Représentants des O.N.G. d'environnement et des interlocuteurs sociaux :

Ils estiment que, étant donné qu'un certificat devra tout de même être fourni, il est préférable de continuer à séparer réutilisation et recyclage. A leur avis, la première méthode donne en effet un bilan écologique nettement plus favorable. Par rapport à l'article 376 de la loi sur les écotaxes, tel qu'il est formulé actuellement, ces représentants ne voient cependant pas en quoi la mention d'un système de collecte introduit une amélioration. Ils seraient donc d'avis de conserver l'article tel qu'il est.

3.2. Représentants des interlocuteurs économiques :

Ils estiment, d'une part, qu'il est difficile d'organiser à l'étranger un contrôle relatif à un taux précis de réutilisation ou de recyclage, et, d'autre part, que des détériorations dues aux opérations de développement du film rendent la réutilisation irréalisable. Ils sont d'avis que le redevable doit bénéficier d'une exonération complète s'il apporte la preuve, seul ou en collaboration avec d'autres redevables, qu'il a lancé dans tous les bureaux de développement son propre système de collecte, par lequel tous les appareils collectés en Belgique sont réutilisés ou recyclés, ou expédiés à l'étranger en vue d'être réutilisés ou recyclés.

En ce qui concerne le § 3 proposé dans les variantes, le Conseil attire l'attention sur le fait que l'article 391 de la loi, § 2, 2ème alinéa, prévoit déjà que *le Roi peut agréer des personnes physiques ou morales situées en Belgique pour effectuer des opérations de vérification.*
